CONFEDERATION NATIONALE DES ARTISANS PÂTISSIERS CHOCOLATIERS CONFISEURS GLACIERS TRAITEURS DE FRANCE

31, rue Marius Aufan

92309 – LEVALLOIS PERRET CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

CERA
120, rue de Javel
75015 - PARIS

Jacques NODIER
10, rue Témara
78100 – ST GERMAIN EN LAYE

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris et de Versailles

CERA
120, rue de Javel
75015 - PARIS

Jacques NODIER
10, rue Témara
78100 – ST GERMAIN EN LAYE

CONFEDERATION NATIONALE DES ARTISANS PÂTISSIERS CHOCOLATIERS CONFISEURS GLACIERS TRAITEURS DE FRANCE

Siège social : 31, rue Marius Aufan 92309 – LEVALLOIS PERRET CEDEX

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Confédération Nationale des Artisans Pâtissiers Chocolatiers Confiseurs Glaciers Traiteurs de France, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier Général. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Confédération à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé dans le cadre de notre audit ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués tels que décrits dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 4 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

CERA
Daniel BUCHOUX

Jacques NODIER

BILAN ACTIF

	31/12/2012			31/12/2011
	Brut	Amort. dépréciat	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	40 687	30 940	9 746	12 865
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 671 521	195 157	1 476 365	1 480 565
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	110 822	85 221	25 601	30 829
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	17 622		17 622	17 622
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	1 600		1 600	1 600
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 861		1 861	1 861
TOTAL (I)	1 843 111	311 318	1 532 796	1 545 342
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 033		1 033	1 692
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances d'exploitation (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	48 957	794	48 163	133 013
Autres créances	455 973		455 973	422 185
Valeurs mobilières de placement	271 207		271 207	139 874
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 401		2 401	90 154
Charges constatées d'avance (3)	6 483		6 483	9 219
TOTAL (II)	786 054	794	785 260	796 138
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	2 630 167	312 112	2 318 056	2 341 480
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an				
(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

		31/12/2012 Net	31/12/2011 Net
FONDS ASSOCIATIFS			
Fonds propres			
Fonds associatifs sans droit de reprise			
Dont legs et don. avec contrepartie d'actifs immo., subv. d'invest. affectés à des biens renouvelables			
Ecarts de réévaluation			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves		1 901 956	1 901 956
Report à nouveau		- 64 292	- 82 143
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)		- 48	17 850
Autres fonds associatifs			
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Résultats sous contrôle des tiers financeurs			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Provisions réglementées			
Droits des propriétaires (Commodat)			
TOTAL	**(I)**	**1 837 616**	**1 837 664**
Comptes de liaison	**(II)**		
PROVISIONS			
Provisions pour risques		5 000	5 000
Provisions pour charges			
TOTAL	**(III)**	**5 000**	**5 000**
FONDS DEDIES			
Sur subventions de fonctionnement			
Sur autres ressources			
TOTAL	**(IV)**		
DETTES (1)			
Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		4 900	
Emprunts et dettes financières divers (3)		11 441	11 441
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		67 437	65 864
Dettes fiscales et sociales		100 245	84 093
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		291 417	337 419
Produits constatés d'avance (1)			
TOTAL	**(V)**	**475 440**	**498 816**
Ecarts de conversion passif	**(VI)**		
TOTAL GENERAL	**(I à VI)**	**2 318 056**	**2 341 480**
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)			
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		*475 440*	*498 816*
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		*4 787*	
(3) dont emprunts participatifs			
ENGAGEMENTS DONNES			

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2012	31/12/2011
		Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de marchandises		84	570
Production vendue			
Prestations de services		45 361	44 044
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION		45 445	44 614
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation		244 049	251 746
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		3 626	1 710
Collectes			
Cotisations		299 695	314 740
Autres produits		93 642	100 309
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)	(I)	686 457	713 119
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises		239	10 175
ariation de stocks (marchandises)		659	- 205
Achats de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)			
Autres achats et charges externes (2)		398 117	486 141
Impôts, taxes et versements assimilés		29 126	19 877
Salaires et traitements		204 555	143 938
Charges sociales		94 452	67 701
Autres charges de personnel		- 5 290	2 698
Dotations aux amortissements sur immobilisations		16 885	18 569
Dotations aux dépréciations sur immobilisations			
Dotations aux dépréciations sur actif circulant		794	
Dotations aux provisions pour risques et charges			
Autres charges		25	5 860
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3)	(II)	739 562	754 754
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)	- 53 105	- 41 635
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Excédent attribué ou déficit transféré	(III)		
Déficit supporté ou excédent transféré	(IV)		
ODUITS FINANCIERS			
De participations (4)		65 000	95 000
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)			
Autres intérêts et produits assimilés (4)		56	54
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		1 446	1 145
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	(V)	66 502	96 199
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées (5)			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	(VI)		
2 - RESULTAT FINANCIER	(V-VI)	66 502	96 199
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(I-II+III-IV+V-VI)	13 397	54 564

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2012 Total	31/12/2011 Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		495	196
Sur opérations en capital			
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	(VII)	495	196
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion			9 143
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			5 000
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	(VIII)		14 143
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(VII-VIII)	495	- 13 947
Impôts sur les bénéfices	(IX)	13 940	22 767
TOTAL DES PRODUITS	(I+III+V+VII)	753 454	809 514
TOTAL DES CHARGES	(II+IV+VI+VIII+IX)	753 502	791 663
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE		- 48	17 850
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
6 - EXCEDENT OU DEFICIT		- 48	17 850
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont redevances sur crédit-bail mobilier			
dont redevances sur crédit-bail immobilier			
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(4) dont produits concernant des entreprises liées			
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées			
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature			
TOTAL			
Charges			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Ces comptes annuels ont été établis le 28 février 2013

Faits caractéristiques de l'exercice.

En application de la loi du 20/8/2008, la Confédération Nationale des Artisans Pâtissiers présentera également des comptes annuels consolidés incluant l'ensemble des structures contrôlées à savoir (SAPCGF Sarl, Association CTMP, Les Editions des Pâtissiers Sarl)

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture.

Néant

Conventions comptables.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant du règlement n°99-01 du Comité de la Réglementation Comptable du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, ainsi que des nouvelles dispositions applicables aux syndicats professionnels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les durées d'amortissements retenues sont les suivantes:

Concessions, brevets et logiciels:	De 1 à 3 ans
Constructions:	50 ans
Installations et aménagements:	De 5 à 10 ans
Matériel information et mobilier:	De 3 à 5 ans

Par dérogation aux règles comptables, il a été décidé depuis leurs acquisitions que les immeubles de la rue AUFAN ne soient pas amortis.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".(stock de médailles)

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable (loyers 2011-parking). Un locataire "parking" n' a pas reglé les loyers dus en 2012. Ces données n'ont donc pas été comptabilisées.

Engagements en matière de droit individuel de formation

Le total des droits acquis par les salariés présents à la date de clôture en matière de droit individuel à la formation s'élève à 252 heures.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable, ils représentent la somme de 7 159 €.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la datre du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'intiative du salalrié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut et salaire brut annuel)
- données spécifiques à la société (convention collective, et taux de charges sociales)

Il est précisé que la confédération a couvert les risque d'indemnité de départ à la retraite par le contrat groupe indemnités de départ à la retraite de la profession souscrit auprès de "AG2R la Mondiale".

Changement de méthode

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Règles applicables aux Cotisations Confédérales

Les cotisations comptabilisées en 2012 correspondent aux cotisations encaissées en 2012 y compris celles de 2012 encaissées jusqu'au 28/2/2013.

Elles comprennent pour 99 245 € les sommes appelées à titre de cotisations faisant l'objet d'un reversement auprès de la MAPA pour couverture des adhérents en protection juridique.

Honoraires du commissariat aux comptes

Les honoraires du commissariat aux comptes s'élèvent à 8462.18 € TTC et les honoraires du co-commissariat aux comptes représentent une somme de 1 196€ TTC. Les honoraires de consolidation s'élèvent à 5 980€ TTC.

Provisions pour risques

Figure au bilan une provison pour litiges en cours avec un fournisseur sur un défaut de prestation à conccurence de 5 000 €. La procédure est en cours.

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres immobilisations financières	1 861	1 861	
De l'actif circulant			
Clients, usagers, adhérents douteux ou litigieux	794	794	
Autres créances clients, usagers, adhérents	48 163	48 163	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
biteurs divers	455 973	455 973	
Charges constatées d'avance	6 483	6 483	
Total	513 274	513 274	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice	

Cadre B ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)				
- à un an maximum à l'origine	4 900	4 900		
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1)	11 441	11 441		
Fournisseurs et comptes rattachés	67 437	67 437		
Personnel et comptes rattachés	3 974	3 974		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 452	65 452		
npôts sur les bénéfices	13 940	13 940		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	16 880	16 880		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	291 417	291 417		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total	475 440	475 440		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A - RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS				
1 - Filiales (plus de 50% du capital détenu)				
SAPCGF Sarl	7 622	14 745	100,000	- 2 915
Les Editions des Pâtissiers Sarl	10 000	343 187	100,000	99 180
2 - Participations (de 10 à 50% du capital détenu)				
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS				
1 - Filiales non reprises en A :				
a) françaises				
b) étrangères				
2 - Participations non reprises en A :				
a) françaises				
b) étrangères				

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2012	31/12/2011
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		10 000
Autres créances	240 454	29 218
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	240 454	39 218

CHARGES A PAYER

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2012	31/12/2011
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	113	
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 222	39 058
Dettes fiscales et sociales	22 923	29 319
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :	291 417	337 419
Total	359 675	405 796

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits constatés d'avance	31/12/2012	31/12/2011
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total		

Charges constatées d'avance	31/12/2012	31/12/2011
Charges d'exploitation	6 483	9 219
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	(6 483)	9 219

CONFEDERATION NATIONALE DES ARTISANS PÂTISSIERS CHOCOLATIERS CONFISEURS GLACIERS TRAITEURS DE FRANCE

31, rue Marius Aufan

92309 – LEVALLOIS PERRET CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

CERA
120, rue de Javel
75015 - PARIS

Jacques NODIER
10, rue Témara
78100 – ST GERMAIN EN LAYE

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris et de Versailles

CERA
120, rue de Javel
75015 - PARIS

Jacques NODIER
10, rue Témara
78100 – ST GERMAIN EN LAYE

CONFEDERATION NATIONALE DES ARTISANS PÂTISSIERS CHOCOLATIERS CONFISEURS GLACIERS TRAITEURS DE FRANCE

Siège social : 31, rue Marius Aufan 92309 – LEVALLOIS PERRET CEDEX

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Confédération Nationale des Artisans Pâtissiers Chocolatiers Confiseurs Glaciers Traiteurs de France, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Trésorier Général. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II – JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé dans le cadre de notre audit ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués tels que décrits dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 4 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

CERA
Daniel BUCHOUX

Jacques NODIER

Confédération Nationale des Artisans Pâtissiers
Comptes consolidés au 31 décembre 2012

Bilan consolidé
(en milliers d'euros)

Actif		31/12/2012	31/12/2011
ECART D'ACQUISITION	I		
Capital souscrit non appelé	II		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement			
Frais de recherche et développement			
Concessions, brevets, droits similaires		12	19
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			
Avances,acomptes immob. incorpor.			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions		1 476	1 481
Installations techniq., matériel, outillage			
Autres immobilisations corporelles		42	48
Immobilisations en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Titres de participations			
Actifs nets en cours de cession			
Participations par mise en équivalence			
Créances rattachées à participations			
Autres titres immobilisés		2	2
Prêts			
Autres immobilisations financières		2	2
	TOTAL III	1 535	1 552
STOCKS ET EN-COURS			
Matières premières, approvisionnements		58	58
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises		4	8
Avances,acomptes versés/commandes			
CREANCES			
Créances clients et comptes rattachés		206	250
Actifs d'impôt différé		1	1
Autres créances		423	148
Capital souscrit et appelé, non versé			
DIVERS			
Valeurs mobilières de placement		598	483
Actions propres			
Disponibilités		568	721
COMPTES DE REGULARISATION			
Charges constatées d'avance		13	17
	TOTAL IV	1 870	1 687
Charges à répartir/plsrs exercices	V		
Primes rembourst des obligation	VI		
Ecarts de conversion actif	VII		
Ecarts arrondi actif	VIII		0
	TOTAL GENERAL (I à VIII)	3 405	3 238

Confédération Nationale des Artisans Pâtissiers
Comptes consolidés au 31 décembre 2012

Bilan consolidé
(en milliers d'euros)

Passif		31/12/2012	31/12/2011
FONDS ASSOCIATIFS			
Capital social ou individuel			
Fonds propres avec droit de reprise			
Ecarts de réévaluation			
Ecarts de réévaluation groupe			
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves		1 902	1 902
Réserve du groupe		310	338
Ecarts de conversion groupe			
Report à nouveau		(64)	(82)
RESULTAT GROUPE		31	(10)
Subventions d'investissements			
Amortissement dérogatoires			
Autres provisions réglementées			
Titres en autocontrôle			
	TOTAL I	2 179	2 148
INTERETS MINORITAIRES			
Intérêts hors groupe		18	18
Ecarts de conversion hors groupe			
Résultat hors groupe		1	
	TOTAL II	19	18
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
Fonds dédiés			
	TOTAL III		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour acquisitions de titres			
Provisions pour risques		31	5
Provisions pour charges			
Provisions pour passif d'impôt différé			
	TOTAL IV	31	5
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Concours bancaires courants		5	
Emprunts en crédit bail			
Emprunts et dettes financières divers		1	
Passif nets en cours de cession			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		9	4
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		206	174
Dettes fiscales et sociales		239	183
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		294	346
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		422	360
	TOTAL V	1 176	1 068
Ecarts de conversion passif	VI		
Ecart arrondi passif	VII		0
	TOTAL GENERAL (I à VII)	3 405	3 238

Confédération Nationale des Artisans Pâtissiers

Comptes consolidés au 31 décembre 2012

Résultat consolidé – exercices avec écarts et %

(en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation	%
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Ventes de marchandises France	543	515	28	5,39
Ventes de marchandises Export	14	18	-4	-21,74
Production vendue de biens France			0	0,00
Production vendue de biens Export			0	0,00
Production vendue de services France	629	600	28	4,74
Production vendue de services Export	61	116	-56	-47,77
TOTAL I	1 246	1 250	-3	-0,26
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Production stockée		-4	4	-100,00
Production immobilisée			0	0,00
Subventions d'exploitation	378	370	8	2,06
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	16	22	-6	-26,42
Cotisations	300	315	-15	-4,77
Autres produits	49	55	-6	-11,27
TOTAL II	743	758	-15	-1,98
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	433	424	9	2,21
Variation de stock de marchandises	5	2	4	218,34
Achats de matières premières et autres appro.			0	0,00
Variation de stock matières premières et appro.			0	0,00
Autres achats et charges externes	725	822	-98	-11,86
Impôts, taxes et versements assimilés	37	28	8	29,28
Salaires et traitements	450	429	22	5,02
Charges sociales	197	200	-4	-1,84
Dotations aux amortissements immobilisations	24	30	-5	-17,69
Dotations aux provisions immobilisations			0	0,00
Dotations aux provisions sur actif circulant	2	7	-5	-70,85
Dotations aux provisions pour risques et charges	26		26	100,00
Autres charges	1	2	-1	-61,25
TOTAL III	1 901	1 944	-43	-2,22
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	88	63	25	39,50
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				

Résultat consolidé – exercices avec écarts et %
(en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Var	%
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				0,00
Prod. des autres val. Mob. et créances de l'actif immo.				0,00
Autres intérêts et produits assimilés	6	2	5	300,07
Reprises sur provisions, transferts charges				0,00
Différences positives de change				0,00
Prod. nets sur cessions de valeurs mob. de placement	2	3	(1)	-47,58
Ecarts de conversion	0	0	0	100,00
TOTAL IV	8	5	3	65,63
CHARGES FINANCIERES				
Dotations financières aux amortissements et provisions				0,00
Intérêts et charges assimilées	1	1	(0)	-2,14
Différences négatives de change				0,00
Charges net. sur cessions de valeurs mob. de placement				0,00
Ecarts de conversion	0	0	0	100,00
TOTAL V	1	1	(0)	-1,97
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	7	3	3	88,23
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	95	67	(117)	-176,12
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2	3	(0)	-11,81
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital				0,00
Reprises provisions, transferts charges				0,00
TOTAL VI	2	3	(0)	-11,81
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1	16	(15)	-94,56
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital				0,00
Dotations exceptionnelles aux amort. et provisions	64	5	59	1176,46
TOTAL VII	65	21	44	211,86
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	(62)	(18)	(44)	246,92
Impôts dus sur les bénéfices	64	58	6	9,97
Impôts différés sur les bénéfices	0	0	0	90,21
TOTAL VIII	64	58	6	10,29
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				0,00
Engagements à réaliser sur ressources affectées				0,00
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	1 999	2 015	(16)	-0,77
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	1 967	2 025	(57)	-2,82
Résultat des sociétés intégrées	31	(10)	42	-434,17
Résultat des sociétés mises en équivalence				0,00
Dotations aux amortissements des écarts acquisitions				0,00

Tableau de variation des fonds propres consolidés

(en milliers d'euros)

Rubriques	Fonds syndicaux	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total Capitaux propres	Capitaux propres Part Groupe	Intérêts minoritaires
FONDS PROPRES N-2			2 060	114	2 174	2 156	17
Correction à nouveaux			1				
Affectation en réserves			114	(114)			
RESULTAT N-1				(10)	(10)	(10)	
Changements de méthodes comptables							
Variation de périmètre							
Autres variations							
FONDS PROPRES N-1			2 175	(10)	2 165	2 148	17
Correction à nouveaux							
Affectation en réserves			(10)	10			
RESULTAT N				31	32	31	1
Changements de méthodes comptables							
Variation de périmètre							
Autres variations							
FONDS PROPRES N			2 165	32	2 197	2 179	19

Tableau de flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net consolidé	32	(10)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité : - Résultat des sociétés mise en équivalence - Amortissements et provisions (1) - Variation des impôts différés - Plus-values de cession	 51 0 	 35 0
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	83	25
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	 (119)	 84
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(36)	109
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement : Acquisition d'immobilisations Cession d'immobilisations Incidence des variations de périmètres (3)	 (7) (11) 	 (28)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(18)	(28)
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement : Emissions d'emprunts Remboursements d'emprunts	 11	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	11	
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie (A)	(43)	82
Trésorerie d'ouverture (B)	1 204	1 122
Trésorerie de clôture (C)	1 161	1 204
Ecart (A - (C - B)	(0)	0

(*) Les plus-values de cession ne sont pas nettes d'impôt sauf si écriture post-centralisation en 6916
(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant.
(2) Détaillé en annexe par grandes rubriques (stocks, créances d'exploitation, dettes d'exploitation).
(3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée (Détaillé dans une note annexe).

ANNEXES

Annexes sur les comptes consolidés

1. Faits marquants de l'exercice

En application de la loi du 20 août 2008, la Confédération Nationale des Artisans Pâtissiers établit des comptes consolidés qui feront l'objet d'une publication.

2. Principes de consolidation

Les comptes consolidés sont établis selon la réglementation en vigueur en France. Les règles et méthodes appliquées à l'établissement des comptes consolidés sont conformes aux dispositions du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 sont élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices et de la continuité d'exploitation.
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'€uros.

2.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont :

- L'intégration globale en cas de contrôle exclusif du groupe
- L'intégration proportionnelle en cas de contrôle conjoint : partage de contrôle entre les actionnaires et décisions de gestion unanimes
- La mise en équivalence pour les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable. L'influence notable est présumée à partir du moment où le groupe détient au moins 20% du capital.

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient une participation et qui ne sont pas consolidées n'ont pas d'impact significatif sur les comptes.

2.2. Dates de clôture des sociétés consolidées

L'exercice social des sociétés consolidées clôture le 31 décembre de chaque année. Les bilans et comptes de résultat utilisés sont ceux présentés à l'approbation des Assemblées Générales ; ils font, le cas échéant, l'objet des reclassements et retraitements indispensables à leur consolidation suivant les normes du Groupe.

Le compte de résultat des sociétés acquises au cours de l'exercice est consolidé en fonction du résultat réel de ces sociétés sur la période courant de la date d'achat à la date de clôture de l'exercice. En effet, une situation est établie à la date d'entrée dans le périmètre. Le différentiel entre le résultat de l'exercice de la société consolidée et le résultat appréhendé en consolidation est porté en réserves consolidées.

2.3. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base au jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, et qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.
Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

3. Méthodes et règles d'évaluation

Les méthodes d'évaluation des différents postes du bilan sont les suivantes :

3.1. Immobilisations

Les immobilisations figurent au bilan à leur coût historique ou, le cas échéant, à leur juste valeur pour les actifs provenant des sociétés acquises.

3.1.1.Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles n'ont pas fait l'objet de tests de dépréciation.

Les concessions, brevets, et logiciels sont amortis linéairement de 1 à 3 ans.

3.1.2.Immobilisations corporelles

Les terrains, constructions, installations techniques et autres immobilisations corporelles sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire. Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

▪ Constructions	50 ans
▪ Installations et aménagements	5 à 10 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
▪ Mobilier	3 à 6 ans

Par dérogation aux règles comptables en vigueur, une partie des immeubles de la CNPF ne sont pas amortis depuis leur date d'acquisition.

3.1.3. Immobilisations financières

La valeur brute des participations non consolidées est constituée par le coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.
Les autres immobilisations financières font l'objet, si nécessaire, de provisions pour dépréciation.

3.2. Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du « premier entré – premier sorti ».

La valeur des stocks de matières premières et de marchandises comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable du stock et supérieure à la valeur du cours du jour ou à la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente).

3.3. Créances

Les créances sont comptabilisées au coût diminué des dépréciations constatées. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable de la créance excède la valeur recouvrable, c'est-à-dire la valeur des flux de trésorerie futurs estimés.

3.4. Impôts différés

Les impôts sur les résultats comprennent les impôts exigibles et les impôts différés. Ces derniers sont constatés, société par société, sur :

✓ des différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal,
✓ des retraitements pratiqués en consolidation,
✓ des déficits fiscaux dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices fiscaux futurs est possible.

Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

3.5. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la quote-part dans le résultat net et dans l'actif net d'une filiale, attribuable aux intérêts qui ne sont détenus par la mère, ni directement, ni indirectement par l'intermédiaire des filiales.

Concernant les entités non capitalistiques consolidées selon la méthode de l'intégration globale, le pourcentage d'intérêt est déterminé en fonction des risques que l'organisation syndicale supporte et des avantages attachés à l'entité contrôlée dont elle bénéficie.
En l'absence de clauses statutaires ou contractuelles particulières, le pourcentage d'intérêt retenu est égal à zéro.

En l'occurrence, l'actif net de l'association CTMP a été enregistré à hauteur de 100 % en intérêts minoritaires.

3.6. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées en conformité avec le règlement sur les passifs (CRC N° 2000-06). Ce règlement définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation (légale, réglementaire, ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

3.7. Cotisations

Les cotisations figurant en comptes correspondent aux cotisations encaissées en 2012, y compris celles encaissées jusqu'au 28 février 2013 concernant l'exercice 2012.

Elles comprennent pour 99 245€ les sommes appelées à titre de cotisations faisant l'objet d'un reversement auprès de la MAPA pour couverture des adhérents en protection juridique.

3.8. Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante. Ils intègrent notamment les résultats sur cessions d'actifs immobilisés et les provisions (et reprises) pour dépréciation.

4. Informations relatives au périmètre de consolidation

4.1. Liste des entreprises consolidées

Sont consolidées par intégration globale les sociétés commerciales, financières, et diverses que le groupe contrôle directement ou indirectement de manière exclusive.

Dénomination	Siège Social	Méthode de consolidation	% de contrôle 12.2012	% d'intérêt 12.2012	% d'intérêt 12.2011
Confédération Nationale des Artisans Pâtissiers (CNPF)	31 rue Marius AUFAN 92300 LEVALLOIS PERRET	IG	100%	100%	100%
Centre technique (CTMP)	31 rue Marius AUFAN 92300 LEVALLOIS PERRET	IG	100%	0%	0%
Les Editions des Pâtissiers de France (EPF)	28 rue Louis Rouqier 92300 LEVALLOIS PERRET	IG	100%	100%	100%
SAPCGF	31 rue Marius AUFAN 92300 LEVALLOIS PERRET	IG	100%	100%	100%

IG : intégration globale
IP : intégration proportionelle
MEE : mise en équivalence

4.2. Variations de périmètre et changements de méthode

Les comptes consolidés du Groupe, établis au 31 décembre 2012, regroupent les comptes des sociétés dont la liste est donnée ci-dessus.

Le périmètre retenu se résume de la façon suivante :

Nombre de sociétés	31/12/2012	31/12/2011
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	4	4
Sociétés consolidées par intégration proportionnelle	0	0
Sociétés consolidées par mise en équivalence	0	0
Total	4	4

5. Explications des postes de bilan et du compte de résultat

5.1. Immobilisations

Les postes d'immobilisations sont détaillés ci-après.

5.1.1. Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Reprises	Dotations	Variation périmètre	Autres mouvements	Clôture
Frais d'établissement Frais de recherche et développement Concessions, brevets et droits similaires Fonds commercial Autres immobilisations incorporelles Avances, acomptes sur immo. incorporelles	57							57
Montant brut	57							57
Frais d'établissement Frais de recherche et développement Concessions, brevets et droits similaires Fonds commercial Autres immobilisations incorporelles Avances, acomptes sur immo. incorporelles	(38)				(7)			(45)
Amortissements	(38)				(7)			(45)
Provisions sur frais d'établissement Prov. sur frais de recherche et développement Prov. sur conss, brevets et droits similaires Provisions dépréciation droit au bail Provisions dépréciation fond commercial Provisions sur autres immo. Incorporelles								
Provisions								
Montant net	19				(7)			12

5.1.2. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Reprises	Dotations	Variation périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains								
Constructions	1 672							1 672
Installations techniques, matériel, outillage								
Autres immobilisations corporelles	151	7						158
Immobilisations en cours								
Avances et acomptes								
Montant brut	1 822	7						1 830
Terrains								
Constructions	(191)				(4)			(195)
Installations techniques, matériel, outillage								
Autres immobilisations corporelles	(103)				(13)			(116)
Immobilisations en cours								
Avances et acomptes								
Amortissements	(294)				(17)			(311)
Provisions sur terrains								
Provisions sur constructions								
Provisions								
Montant net	1 528	7			(17)			1 518

5.1.3. Immobilisations financières

En milliers d'euros	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Reprises	Dotations	Variation périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations								
Actifs nets en cours de cession								
Participations par mises en équivalence								
Autres titres immobilisés	2							2
Prêts								
Autres immobilisations financières	2							2
Créances rattachées à des participations								
Montant brut	4							4
Provisions sur titres de participation								
Prov. pour cess.actifs nets en cours								
Provisions sur titres mis en équivalence								
Provisions sur créances rattachées								
Provisions sur autres titres immobilisés								
Provisions sur prêts								
Provisions sur autres immobilis. financières								
Provisions								
Montant net	4							4

5.2. Principales composantes du stock

En milliers d'euros		Valeur brute au 31/12/2012	Provision au 31/12/2012	Valeur nette au 31/12/2012	Valeur nette au 31/12/2011	Variation
Matières premières	SAPCGF	58		58	58	
TOTAL MATIERES PREMIERES		58		58	58	
En-cours	SAPCGF					
TOTAL EN-COURS						
Marchandises	CNPF	1		1	2	(1)
	EPF	3		3	6	(3)
	SAPCGF	0		0	0	0
TOTAL MARCHANDISES		4		4	8	(4)
TOTAL STOCKS		62		62	66	(4)

5.3. Créances par échéances

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	2			2
Prêts				
Autres immobilisations financières	13			13
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	206	206		
Clients douteux				
Actif d'impôt différé	1	1		
Autres créances	423	423		
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL GENERAL	645	630		15

5.4. Dettes par échéances

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Concours bancaires courants				
Emprunts en crédit bail				
Intérêts courus sur emprunts				
Emprunts et dettes financières divers	1	1		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	9	9		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	206	206		
Dettes fiscales et sociales	239	239		
Dettes sur immobilisations et cptes rattachés				
Autres dettes	294	294		
TOTAL GENERAL	749	749		

5.5. Autres achats et charges externes

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Achats études et prestations de services	116	198
Cotisations	107	114
Fournitures et petits équipements	58	53
Sous-traitance générale		1
Locations	13	21
Entretiens et réparations	12	5
Primes d'assurance	3	3
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	273	259
Publicité, publications, relations publiques	40	37
Transports de biens et transports collectifs	2	3
Déplacements, missions et réceptions	68	89
Frais postaux et frais de télécommunications	25	26
Services bancaires et assimilés	10	9
Autres		4
Total	725	822

5.6. Preuve d'impôt

Les déficits fiscaux non activés compte tenu de leur non-probabilité de recouvrement s'élèvent à 43k€ au 31 décembre 2012.

5.6.1. Rapprochement Impôt théorique / Impôt réel

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Résultat théorique taxable (résultat d'ensemble consolidé avant impôt)	96	49
Taux d'impôt de la mère	33,33%	33,33%
Charge (ou produit) d'impôt théorique	32	16
Charge (ou produit) d'impôt réel	68	58
Ecart Impôt théorique / Impôt réel	36	42
Impact des différences de taux		5
Impact des décalages permanents		
Impact des résultats de cessions de titres consolidés		
Impact des déficits fiscaux		
Impact sur élimination des dividendes		
Impact des résultats de sociétés transparentes		
Impact sur activité syndicale non fiscalisée	(31)	(25)
Impact de l'impôt sur foncier (24 %)	(5)	(22)
Autres		
Total	(36)	(42)

5.7. Détail du tableau de flux de trésorerie consolidés

5.7.1. Détail de la rubrique « variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité »

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Variation de stock	4	8
Variation des créances clients	44	74
Variation des autres créances	(270)	16
Variation des dettes fournisseurs	37	(101)
Variation des autres dettes	66	87
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(118)	84

5.7.2. Détail de la rubrique « incidence des variations de périmètre »

En milliers d'euros	31/12/2012
Acquisitions de l'exercice :	
Prix d'acquisition	
Trésorerie acquise	
Incidence de la variation de périmètre	
Impact des acquisitions	
Cessions de l'exercice :	
Prix de cession	
Trésorerie cédée	
Incidence de la variation de périmètre	
Impact des cessions	
TOTAL DES INCIDENCES DES VARIATIONS DE PERIMETRE	

5.8. Engagements hors bilan

5.8.1. Droits individuels à la formation (D.I.F.)

Les droits acquis au titre du D.I.F. par les salariés permanents ayant un an d'ancienneté à la clôture de l'exercice représentent un total de 252 heures, lesquelles n'ont pas fait l'objet de demande de mise en œuvre.

5.8.2. Engagements de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés représentent la somme de 7 159 €.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut et salaire brut annuel)
- données spécifiques à la société (convention collective, et taux de charges sociales)

5.9. Évènements post-clôture

Néant